



Communiqué de presse du comité

L'école genevoise à la croisée des chemins

L'association *Former sans exclure* (FSE) a été créée en 2005 pour promouvoir une école qui garantit une culture de base pour tous les jeunes, affirme l'éducabilité de chacun et bannit l'exclusion. Elle a fait signer le Manifeste 2005 par 1432 personnes pour soutenir ce projet d'une école progressiste, en même temps juste et exigeante.

Former sans exclure a déjà pris position contre l'initiative de l'association Refaire l'école (ARLE). Elle fait de même aujourd'hui contre le contre-projet de la majorité de la commission de l'enseignement du Grand Conseil : nous demandons aux parlementaires et à la population de refuser ce texte qui, sous certains aspects, est pire pour l'école genevoise que l'initiative passiste de l'ARLE.

Les enjeux sont très importants pour l'école primaire : Genève doit décider si elle souhaite une école mieux adaptée et plus intégrative pour tous les élèves, garante de justice, de prospérité et de cohésion sociale, ou si elle préfère se contenter d'un système sélectif et élitaire hypothéquant l'avenir de nombreux enfants. Le travail de terrain et la recherche en éducation montrent qu'il faut choisir la première option.

Les enjeux sont importants aussi pour la vie politique genevoise, car une minorité de députés a saisi l'occasion de l'initiative d'ARLE pour prendre en otage l'école publique et mettre le Conseil d'Etat et les professionnels de l'enseignement sous tutelle idéologique. Les manières d'enseigner et d'évaluer sont décrétées contre toute logique par des personnes insuffisamment informées, se pliant à la discipline des partis plutôt qu'à l'examen des faits.

Le Grand Conseil n'a pas de politique pour combattre l'échec scolaire. Au contraire, en multipliant les évaluations certificatives durant toute la scolarité, il augmente fortement la sélection au détriment des élèves en difficulté : exclure ainsi prépare les problèmes sociaux de demain. Améliorer l'école ne passe pas par ce genre de méthode « clé en main », que l'on prétend mettre en place et évaluer rapidement comme on le ferait avec un logiciel comptable. Il s'agit d'une réforme en profondeur, ambitieuse et exigeante qui vise à rejoindre les pays les plus progressistes – on pense en particulier aux pays scandinaves – ceux qui obtiennent les meilleurs résultats dans les enquêtes internationales, pour le niveau général et pour l'équité entre les élèves.

L'association *Former sans exclure* appelle les députés du Grand Conseil à faire cause commune pour et avec l'école de la République. Cela signifie concrètement :

- **Renoncer aux moyennes et au redoublement à l'école primaire.**
- **Investir l'énergie et l'argent économisés dans des appuis plus rapides et mieux ciblés sur les difficultés des élèves.**
- **Cesser de croire qu'en reléguant les plus faibles, on lutte contre l'exclusion !**

Nous demandons au Département de l'instruction publique de tout mettre en œuvre pour

- Aider les enseignants à encore mieux gérer des classes hétérogènes et des cycles d'apprentissage permettant de différencier.
- Promouvoir des projets pédagogiques à l'intérieur des écoles qui cherchent à limiter l'échec scolaire.
- Accompagner et évaluer ces projets dans le but de fédérer les écoles qui ont les mêmes besoins.

Genève, le 8 février 2006